

France/A l'occasion de la visite du président Erdogan

# Turquie-UE : Macron propose un " partenariat " plutôt qu'une adhésion impossible

AFP  
Paris/France

Il est vrai qu'Ankara affiche désormais clairement sa lassitude d'attendre.

LE président français Emmanuel Macron a proposé hier au chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan un " partenariat " avec l'Union européenne "à défaut d'une adhésion", qu'Ankara est de toutes façons "fatigué" d'attendre.

En lançant cette proposition, M. Macron a dit avoir voulu "sortir de l'hypocrisie" face à son homologue.

"La discussion a été très franche", selon l'Elysée, entre les deux dirigeants qui ont notamment assumé leurs divergences sur la situation des droits de l'Homme en Turquie depuis le coup d'Etat manqué de 2016.

Mais ils se sont aussi félicités de leur coopération dans la lutte contre le "terrorisme", notamment jihadiste, qui est "stratégique et de qualité" selon Emmanuel Macron.

Au cours de la conférence de presse ayant suivi un déjeuner et un entretien, les deux présidents ont convenu que la perspective d'une entrée de la Turquie dans l'UE était plus éloignée que jamais. La Turquie est "fatiguée"

d'attendre "dans l'antichambre de l'Europe" depuis "54 ans", a déclaré M. Erdogan. "On ne peut pas en permanence implorer une entrée dans l'UE", a-t-il regretté.

En écho, Emmanuel Macron a jugé qu'il était "clair" que les "évolutions récentes" en Turquie dans le domaine des droits de l'Homme excluaient toute "avancée" dans les négociations d'adhésion.

En prenant acte, il a invité à "repenser cette relation non pas dans le cadre du processus d'intégration mais peut-être d'une coopération, d'un partenariat". Afin, a-t-il ajouté, de "préserver l'ancrage de la Turquie et du peuple turc dans l'Europe et de faire que son avenir se construise en regardant l'Europe et avec l'Europe".

Le président français se rapproche ainsi de la position de la chancelière allemande Angela Merkel, qui s'était déclaré en septembre favorable à un arrêt du processus de négociation avec Ankara.

Ce processus est de facto gelé depuis plusieurs années, M. Erdogan rappelant que 16 chapitres de négociation avait été "ouverts et jamais clos", sur 35 au total.

"Je pense que l'Union européenne n'a pas toujours bien fait avec la Turquie parce qu'elle a laissé croire que des choses étaient possibles alors qu'elles ne l'étaient pas tota-



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron accueillant sur le perron de l'Elysée son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

lement", a reconnu M. Macron.

Sa prise de position devrait satisfaire une bonne partie de la classe politique française, notamment chez les Républicains et au Front National.

**"ETAT DE DROIT"** La courte visite de M. Erdogan à Paris était la plus importante dans un pays de l'UE depuis le putsch manqué de 2016 et la répression qui l'a suivi.

Plus de 140 000 personnes ont été limogées ou suspendues et plus de 55 000 ont été arrêtées, dont des universitaires, des journalistes et des militants pro-kurdes, accusés de propagande "terroriste" ou de collusion avec les réseaux du prédicateur Fethullah Gülen.

Emmanuel Macron a appelé son invité à "respecter l'Etat

de droit" et lui a soumis une liste de cas individuels de personnes turques incarcérées comme Osman Kavala, figure de la société civile d'Istanbul.

Des associations de défense des droits de l'Homme avaient invité M. Macron à se montrer ferme car "les prisons turques sont remplies de journalistes qui n'ont fait que leur travail", selon Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG Reporters sans frontières. Il a dénoncé une "chape de plomb" dans ce pays, 155ème sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse, avec des dizaines de journalistes en détention et plus de 150 médias fermés.

Mais Recep Tayyip Erdogan a défendu "l'indépendance" de la justice turque et s'en est pris aux "jardiniers du

terrorisme" que sont ces "gens qu'on considère comme des hommes de pensée ou d'idée" mais qui apportent de l'eau au moulin des extrémistes.

Il a aussi vertement répondu à un journaliste français l'interrogeant sur la livraison supposée d'armes par Ankara au groupe Etat islamique en 2014. "Tu parles avec les mots de FETO ("l'Organisation terroriste des partisans de Fethullah"), pas comme un journaliste", lui a-t-il lancé, énervé.

Les deux dirigeants ont également discuté de la Syrie, sur laquelle ils ont des points de convergence et d'autres de divergence, comme les processus d'Assana et de Sotchi menés par la Russie, l'Iran et la Turquie. Emmanuel Macron critique ces initiatives qui "ne construiront pas la paix car elles sont biaisées sur le plan politique", en n'accordant pas assez de place à l'opposition au régime de Bachar al-Assad.

Sur le plan bilatéral, M. Erdogan a souhaité que les échanges commerciaux soient portés à 20 milliards de dollars contre 13,4 milliards actuellement. Paris et Ankara, tous deux membres de l'Otan, ont signé un contrat d'étude dans la défense aérienne et antimissile impliquant le consortium franco-italien Eurosam.

Pakistan/Diplomatie

# Islamabad juge " contreproductif " le gel de l'assistance sécuritaire américaine

AFP  
Islamabad/Pakistan

La décision américaine a provoqué plusieurs petites manifestations de protestation à travers le pays.

LE Pakistan a qualifié hier de "contreproductive" la décision américaine de suspendre des centaines de millions de dollars d'assistance sécuritaire en réponse au laxisme supposé de sa politique de lutte contre le terrorisme.

Les Etats-Unis menaçaient depuis des mois de réduire leur aide au Pakistan, pays allié mais jugé trop complaisant à l'égard de groupes insurgés comme les talibans afghans ou leurs alliés du réseau Haqqani.

Ils ont annoncé jeudi le gel des paiements prévus dans le cadre d'un fond destiné à rembourser les dépenses liées aux opérations anti-terroristes dans l'attente d'une "action décisive"

contre les factions talibanes établies dans ce pays.

L'armée américaine est autorisée à dépenser jusqu'à 900 millions de dollars en 2017 pour ce fonds et 700 millions en 2018. Les Etats-Unis avaient déjà suspendu le versement de 255 millions de dollars d'aide militaire en septembre 2017.

Réagissant quelques heures plus tard, le ministère pakistanais des Affaires étrangères a déclaré être "en contact avec l'administration américaine au sujet de la coopération sécuritaire et en attente de plus de détails", dans un communiqué hier.

"Les calendriers arbitraires, les annonces unilatérales et la révision des objectifs sont contreproductifs dans la lutte contre les menaces communes", fait-il toutefois valoir.

Le ministère note que l'apparition de nouveaux groupes insurgés comme l'organisation de l'Etat islamique en Afghanistan de-



Photo : AFP

L'annonce par les Etats-Unis du gel de leur assistance sécuritaire en faveur du Pakistan a provoqué des manifestations de colère à travers le pays, comme ici à Lahore.

vrait "inciter à la coopération internationale" et rappelle que le Pakistan a payé un prix très élevé à la lutte contre le terrorisme.

Plusieurs petites manifestations en protestation à la décision américaine ont eu lieu hier au Pakistan, notamment au poste-frontière de Chaman, limitrophe de l'Afghanistan, où des centaines de personnes ont défilé en criant des slogans anti-américains.

"Nous n'avons besoin d'au-

cun genre d'aide. Allah le tout-puissant est avec nous et nous donne tout", a déclaré à l'AFP l'un des manifestants, Mohammad Saleem, glissant au passage un message à l'intention du président américain Donald Trump : "Ne nous menacez pas".

A Kaboul, l'annonce a été à l'inverse très bien accueillie. "Cela fait des années que nous disons que notre voisin le Pakistan fournit des sanctuaires aux groupes terroristes et qu'il finance aussi

des groupes terroristes", a réagi le porte-parole adjoint du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahim, devant la presse. "Nous saluons cette annonce", a-t-il ajouté. Le département d'Etat américain a également tweeté jeudi qu'il avait placé le très conservateur Pakistan, où les minorités religieuses sont discriminées et parfois victimes de groupes armés, sur une liste de pays en observation pour les importantes entraves à la liberté religieuse qui y sont perpétrées.

"Il est surprenant que des pays bien connus pour leur systématique persécution de minorités religieuses ne fassent pas partie de cette liste", a réagi le ministère des Affaires étrangères pakistanais dans un autre communiqué.

"Cela reflète le deux poids, deux mesures et les motivations politiques se trouvant derrière cette liste, et par conséquent (cela) manque de crédibilité", a-t-il ajouté.

A travers le monde

• Espagne/Politique. Catalogne : maintien en détention de l'ex-vice-président indépendantiste

La Cour suprême espagnole a décidé hier de maintenir en prison l'ancien vice-président indépendantiste catalan Oriol Junqueras, incarcéré pour "rébellion" présumée et qui vient d'être réélu député régional.

• Etats-Unis/Politique. Les doutes de l'entourage de Trump



Photo : AFP

Tout l'entourage proche de Donald Trump remet en cause sa capacité à gouverner, a affirmé hier matin Michael Wolff (photo), auteur d'un livre polémique ("Fire and Fury-Inside the Trump White House") sur le président américain, qui a tenté d'en empêcher la sortie.

• Géorgie/Justice. L'ancien président Saakachvili condamné par contumace à trois ans de prison

Un tribunal de Tbilissi a condamné hier par contumace à trois ans de prison l'ex-président géorgien Mikheil Saakachvili pour "abus de pouvoir" dans l'affaire de l'assassinat d'un jeune banquier géorgien Sandro Girgvliani en 2006, durant sa présidence.

• Israël/Justice. Libération conditionnelle pour une Palestinienne ayant frappé des soldats



Photo : AFP

Nour Tamimi, une Palestinienne de 20 ans inculpée pour avoir frappé des soldats israéliens a été relâchée vendredi d'une prison militaire israélienne en Cisjordanie occupée, après paiement d'une caution de 5 000 shekels (786 000 francs).

• Moldavie/Politique. Les pouvoirs du président encore suspendus

La Cour constitutionnelle moldave a suspendu temporairement hier pour la deuxième fois en une semaine les pouvoirs du président Igor Dodon, qui a refusé de signer une loi interdisant de facto certains médias russes en Moldavie.